

LE FACTEUR NUCLEAIRE ET LES JEUX DE STRATEGIE

Adrian GORUN

Ph.D. professor

„Constantin Brancusi” University of Târgu-Jiu
Faculty of International Relations, Law and Administrative Sciences

Paul Claval parle sur une *logique des conflits*, sur *l'évaluation du risque et des réactions de l'adversaire*, *la résolution des conflits*, *le rôle des opinions publiques et les stratégies pacifistes*, *le découragement nucléaire* et *la stratégie planétaire des deux superpuissances* [1].

1. Le problème des conflits

La guerre, quelle qu'elle soit, a un prix pour le déclencheur, un prix évalué par les pertes humaines, matérielles, économiques, au niveau de l'organisation et de l'ordre sociale interne. À la fois, pour le déclencheur il y a une série de potentiels avantages comme les extensions territoriales, l'accapuration des richesses, la subordination des populations (y compris un surplus de population active à prix extrêmement réduit), l'élimination de la concurrence commerciale etc. « Le conflit assure quelques fois l'accès aux ressources indispensable, la possession des positions-clé à la frontière, pour réduire les menaces extérieures ou pour être le point de départ de nouvelles conquêtes à long terme, pour contrôler un chemin maritime ou pour assurer le monopole des relations avec un pays riche » - synthétise P. Claval.

Il est sûr qu'il y a une base des conclusions des auteurs comme Guillaume Parmentier ou Thomas C. Schelling [2] à l'égard de l'explication de l'aspect que *les décisions de guerre et de paix s'inscrivent à une logique rationnelle*. Cette logique forme la base du choix de la décision – pour la guerre ou pour la paix – en considérant l'estimation des risques et des avantages: les pertes estimées peuvent se constituer en facteurs inhibiteurs à la décision pour la guerre, et les avantages peuvent devenir – en considérant une estimation réaliste – des facteurs stimulants dans une telle décision. En conséquence, *la logique des conflits* exclue le volontarisme. Et dans des conditions normales, les événements «se passent comme si les partenaires tenaient en permanence une comptabilité des gains et des pertes probables, et ne décidaient de passer à l'action que lorsque le bilan leur apparaît nettement positif» [3]. À l'égard de la réaction aux *initiatives de l'adversaire*, les choses doivent être nuancées, en fonction du niveau et des conséquences de ces initiatives. On parle des évaluations des initiatives et, en fonction d'eux, des évaluations des réactions (par l'analyse des rapports avantages/pertes) par rapport à un *seuil*.

Le seuil représente le niveau appréciant la possibilité, la nécessité, l'impérativité/les conditionnements de la réaction aux initiatives de l'adversaire. Il a une structure complexe: des facteurs psychologiques, des facteurs matériels, des facteurs stratégiques et il censure ou stimule la réaction. Autrement, la *réaction* - comme un vecteur d'objectiver le *système*

factoriel (l'ensemble des facteurs) n'est pas une action irrationnelle, mais une action de *réponse*. L'intensité de la réponse dépend de l'intensité des défis, des initiatives et des menaces – d'une part -, de la valeur du potentiel estimé – de l'autre part. Le support ontique de la réaction d'action est représenté par l'*imminence du danger*, la *visibilité du danger* et la *capacité de réaction* (réponse).

Le support virtuel de la réaction d'action se compose du jeu entre l'estimation des intentions des adversaires et les attentes de l'État agressé. Autrement, le seuil représente la limite jusqu'à laquelle l'imminence du danger entre dans la sphère des attentes ou la limite après laquelle le danger imminent ne peut plus être accepté.

Le système factoriel du seuil contient des aptitudes, des caractéristiques (qui forment la base des conduites), des aspects identitaires, des valeurs inaliénables, mais aussi le potentiel matériel stratégique des belligérants. On doit retenir *l'ambivalence des rapports au seuil*, mais aussi l'ambivalence de la perception du seuil par le rapport de l'agresseur à son propre système factoriel, et au système factoriel de l'agressé.

Par exemple, la période d'abstention (extension de la limite) est plus longue pour un peuple assis, pacifiste, orienté vers l'assurance de la condition humaine et vers les relations correctes de voisinage (inclination vers la paix) et beaucoup plus réduite (réduction de la limite) pour un peuple agressif, guerrier, avec des tendances dominatrices (inclination vers le conflit). D'ici, on peut avoir la conclusion de la perméabilité de l'imminence de la réaction de l'état agressé, de l'impossibilité de préétablir un seuil universel – comme un moment de réaction pour tous les États. Et le fait de supporter l'agression – comme durée – dépend des caractéristiques et du potentiel de l'État agressé et des *résultats des initiatives de l'agresseur*. Quand les résultats – par leur gravité et ampleur, dépassent toute limite du rationnel, l'imminence du danger génère l'imminence de la réaction de l'agresser. Mais le jeu entre le caractère rationnel des initiatives (de l'agresseur) et le caractère irrationnel de la réaction au désespoir a des résultats incertains. En parlant de ce jeu dans l'époque nucléaire, P. Claval consigne: «Les recherches sur la théorie des jeux se développent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elles intéressent les stratèges militaires et civils. Les coûts d'entrée en guerre sont multipliés par le nucléaire - c'est l'effet de dissuasion. Cela ne veut pas dire que l'adversaire n'aura jamais recours à la force : il existe un seuil à partir duquel il se sentira assez menacé pour prendre le risque du conflit ouvert, et pour supporter les coûts qui s'ensuivent. L'épisode de la crise de Cuba montre que ce n'est pas là vaine spéculation : c'est en faisant savoir à Khroutchev à quoi il exposait l'URSS en installant des missiles à Cuba que Kennedy l'a fait reculer. Les deux adversaires prennent ainsi pleinement conscience des règles qu'impose la dissuasion : on s'achemine alors vers une certaine détente» [4].

Mais, on complète, une détente fondée d'une contrainte mutuelle poussée à la limite maxime, possible pour les situations où les forces belligérantes sont égales ou proches comme puissance.

Pour beaucoup d'autres situations, le déséquilibre majeur entre les belligérants est conscient depuis la première phase du conflit quel est le résultat (la conscience du désastre), il est possible que les *menaces* conduisent au *découragement total*. En ce cas, l'imminence du danger (et la conscience de l'imminence du désastre) conduit au triomphe inconditionnel de la force, à *l'acceptation rationnelle de la situation* («*la capitulation inconditionnelle sans réaction*»).

Mais le problème doit être nuancé. Ainsi, André Beaufre [5] affirme que, dans une situation de conflit, chacun connaît exactement le potentiel qu'il a et sur lequel il peut compter, mais les incertitudes ne peuvent pas être totalement éliminées. La présence continue des incertitudes est aussi mentionnée par R. B. Asprey [6] quand il considère l'évaluation de son propre potentiel et du potentiel de l'adversaire. Mais l'intervention des

facteurs statistiques dans le procès d'évaluation conduit aux probabilités, pas aux certitudes (quelques fois, les incertitudes ont une grande valeur, ce qui fait le risque représenter une base pour le découragement).

À son tour, P. Claval détaille l'aspect à l'égard de chaque sujet du conflit : «Il cherche à évaluer, mais c'est déjà plus délicat, le support qu'il peut escompter de l'opinion publique nationale et de celle des autres puissances. Il dispose d'éléments pour peser la puissance adverse : les techniques d'observation et de surveillance aériennes ou satellitaires sont efficaces pour le nucléaire, et complètent les méthodes plus traditionnelles d'espionnage (Asprey, 1975). Mais des incertitudes subsistent : on a appris, après la fin de la guerre froide, que les Soviétiques avaient réussi à minorer d'un tiers l'estimation de leur arsenal de têtes nucléaires! On ignore surtout les ambitions, les calculs et le sens du risque des dirigeants adverses» [7].

La conduite des conducteurs dans les moments de crise est, selon nous, un des facteurs les plus incertains, et en conséquence, un facteur de risque. La nature humaine est *complexe, imprévisible* (difficile à évaluer dans la perspective actionnelle), *contradictoire, personnalisée*. Elle crée le personnage, mais les types d'action du personnage dépendent des contextes. Les contextes présentent des *facteurs – caractéristiques latents*, inconnus. De tels facteurs peuvent être activés dans de différents contextes, en générant des conduites que les plus perfectionnés psychologues ne peuvent pas prévoir. Même si les efforts dans cette direction s'intensifient (par exemple, la présence des « Kremlinologues » dans l'entourage des décideurs à Washington, le rôle des diplomates, des espions militaires etc.). «La diplomatie – écrit P. Claval – a toujours eu pour but de comprendre le processus de décision des partenaires et des adversaires, et de connaître leurs motivations et leurs visées profondes» [8]. Et «le climat» de la Guerre Froide introduit, comme Charles Philippe David [9] et Alain Joxe [10] observent, une *spéculation* beaucoup plus efficace et systématique *sur les risques assumés* par l'adversaire. On doit remarquer la manière de description de la situation des adversaires, réalisée par P. Claval : «La situation dans laquelle se trouvent les adversaires n'est pas sans analogie avec celle où se trouvent les joueurs d'échec (ils ne savent pas quelle va être la prochaine décision de l'autre, ni les stratégies qu'il envisage), ou les joueurs de poker (ils ne connaissent de la composition du jeu de l'adversaire que ce que celui-ci veut bien en dire, et ce que l'on peut essayer de déduire de la composition de son propre jeu et des déclarations des autres joueurs). Quelle est la part de bluff dans les prétentions de ceux que l'on a en face? Leurs moyens sont-ils à la hauteur de leurs ambitions? Sont-ils prêts à prendre de trop gros risques?» [11].

Les réponses à ces questions peuvent être beaucoup plus complètes si leur formulation considère aussi le rôle des opinions publiques dans l'élaboration et l'application des stratégies. En ce sens, on doit dire que l'opinion publique a, de ce point de vue, une importance double: d'une part, elle représente le *baromètre* avec lequel le décideur stratégique mesure la perception objectivée au niveau des «publics» au regard du degré de support/rejet des stratégies, d'autre part, le potentiel censeur (correcteur) dans l'application de ces stratégies (en fonction du feed-back, dans leur forme initiale ou modifiées).

De ce point de vue, on peut affirmer que l'opinion publique représente un facteur coercitif au niveau du décideur.

Comme aspect particulier, mais pas du tout à négliger, il y a le fait que la guerre nucléaire a un composant inédit intrinsèque: *la durée* extrêmement réduite du développement du conflit, ce qui implique *la rapidité de la décision*. En conséquence, les responsables pour le déclenchement de la guerre nucléaire peuvent ignorer les réactions de l'opinion nationale ou les réactions de l'adversaire, en invoquant *la décision impérieuse et urgente*: la décision interviendrait si vite que l'opinion publique diminuerait jusqu'à

l'exclusion la force d'influencer la solution du conflit. Néanmoins, même si la durée d'un conflit nucléaire est extrêmement réduite, la construction des équilibres de découragement s'accomplit pendant longtemps, par des opérations et des actions successives – un aspect qui permet l'information et la formation de l'opinion publique à l'égard du conflit, de ses effets désastreux. George Mcbundy [12], David Pepper et Alan Jenkins [13] ou Derek Bloom [14] parlent en détail sur les nouveaux éléments apportés au niveau de l'opinion publique par les équilibres de découragement. La population civile apprend la gravité et l'extension des menaces, des risques énormes auxquels les gouverneurs soumettent par «pousser le bouton», le danger potentiel (mais toujours réel) auquel la conduite (toujours) irresponsable d'un propriétaire (n'importe quel propriétaire) de la «clé de la valise» l'expose. La population civile, informée en temps utile, sait que le prix qu'elle doit payer est énorme : la destruction des régions directement logées, la contamination de toutes les zones atteintes par les nuages radioactives, l'effet de l'hiver nucléaire et du surchauffement global etc.

P. Claval présente *les régions directement menacées*: 1). Les centres vitaux de l'activité sociale et économique des pays, les grandes métropoles, les ports, les régions manufacturières; 2). Les centres de l'industrie d'armement et les zones où les usines nucléaires se trouvent ; 3). Les secteurs où les rampes de lancement des raquettes se trouvent. «Les réactions au danger des habitants de ces zones ont donc des chances d'être plus vives que celles des secteurs moins exposés. La propagande pacifiste menée, ou soutenue, chez l'adversaire, doit les prendre pour cible. En Europe occidentale, l'Allemagne occidentale constitue de la sorte un objectif privilégié des actions de désinformation russe : le pays n'échappera pas, en cas de conflit Est-Ouest, à l'affrontement des armées conventionnelles, ce qui est en soi traumatisant pour des gens qui gardent vivant le souvenir des bombardements de la Seconde Guerre mondiale; la situation y sera pire encore si l'escalade conduit à l'utilisation d'armes nucléaires tactiques, voire de bombes assez puissantes pour détruire les concentrations des armées adverses, et leurs bases.

Les Soviétiques tirent profit des positions que défend l'Eglise luthérienne est-allemande et des relations qu'elle entretient avec les Luthériens et d'autres églises à l'Ouest, pour diffuser les arguments anti-nucléaires qu'élaborent leurs services de désinformation» [15].

Les deux types de *publics* – le public directement exposé aux menaces et le public moins exposé, mais conscient des effets – le désastre – représentent des *anti-vecteurs*. Ils sont utilisés – par la politique et la propagande de découragement -, à la fois, par les deux superpuissances. On crée ainsi des conditions en faveur des stratégies pacifistes. «Un telle politique – remarque P. Claval – est à double tranchant : la critique du nucléaire ne risque-t-elle pas de trouver une aussi large audience à l'Est qu'à l'Ouest? La doctrine officielle est simple : la structure totalitaire de l'Union Soviétique et des pays de l'Est les immunise contre les effets délétères du pacifisme. Est-ce certain? C'est à des fins de propagande que les Soviétiques ont financé les recherches menées sur l'hiver nucléaire à partir du milieu des années 1950. Elles ont donné une autorité incontestable aux experts qui parlaient au nom de la préservation de l'environnement; les populations ont pris progressivement conscience des dangers du nucléaire. Tchernobyl a fait le reste, en 1986 : les populations soviétiques découvrent que les techniciens n'ont pas été capables de maîtriser les installations qu'ils avaient créées; elles apprennent que les gouvernants leur ont menti sciemment après la catastrophe» [16].

Les effets du découragement nucléaire multiplient les risques dans un rythme approximativement égal à celui des manières par lesquelles on réalise le découragement : les armements successifs des deux parties, dans le but déclaré de maintenir l'équilibre.

La réaction de contrecarrer ces risques est indispensable: *l'utilisation de toutes les forces pour prévenir* le déclenchement des conflits nucléaires. En ce sens, on développe un courant de recherche pour trouver des solutions pour désamorcer les tensions qui se peuvent dégénérer dans une guerre nucléaire. David Pepper et Alan Jenkins sont remarquable dans le développement des recherches de paix, et les œuvres sur la solution des conflits montrent la nécessité de l'implication rapide dans des situations tendues, «en dissipant tout malentendu entre gouvernants, en donnant des informations aussi exactes que possible aux opinions publiques, et en leur faisant mesurer les coûts qu'elles auraient à supporter si une solution acceptable pour tous n'était pas trouvée» [17].

Ces recherches partent de l'idée que, dans la plupart des cas, les controverses à l'origine d'un conflit sont mineures, que l'appréciation de ces controverses par les gouvernements est inexacte et que l'opinion publique n'est pas bien informée : « Les uns et les autres ne prennent pas la mesure des coûts à payer si on laisse les esprits s'échauffer et les exigences des uns et des autres se durcir» [18].

La solution des conflits doit être basée, en conséquence, sur la détection rapide des causes des controverses, sur l'information correcte de l'opinion publique, sur la nécessité de connaître et la nécessité d'accepter le compromis dans les phases initiales des tensions et sur la résolution de ces controverses en temps utile (avant que les tensions soient escaladées).

Mais selon P. Claval, le courant de recherche orienté pour désamorcer les tensions qui peuvent conduire à un conflit nucléaire manifeste ses faiblesses qui ont leur origine dans «les préjugés utilitaristes». Ces «préjugés utilitaristes» supposent «il suppose des gouvernants capables d'évaluer objectivement et en permanence les risques qu'ils prennent, et des opinions publiques insensibles aux emportements des idéologies extrêmes, nationalismes ou fondamentalismes» [19].

2. La dissuasion nucléaire et la stratégie planétaire des États-Unis et de l'URSS

Pendant la Guerre Froide, on peut parler d'un *équilibre global*, parce que, depuis l'année 1945, seulement deux puissances restent sur la scène mondiale, des puissances découragées par le facteur nucléaire en toute tentative de recours de la confrontation directe pour solutionner les controverses qui les opposent.

Les autres états ont, après la Deuxième Guerre Mondiale, le rôle de simples figurants parce que la situation globale est, comme P. Claval remarque, «empierrée». Cela ne signifie pas renoncer aux stratégies territoriales, surtout parce que la sortie du Tiers Monde du procès de décolonisation lève la valeur de l'enjeu. Pourquoi? Parce que, pour installer les vecteurs aussi loin que possible du propre territoire, on a besoin d'autres territoires près de l'ennemi où on peut placer des rampes de lancement. En conséquence, l'enjeu venait de l'orientation des états libérés: vers les États avec une économie libérale ou vers les États membres du camp socialiste.

La situation pour les deux superpuissances est présentée brièvement, mais d'une manière édificatrice, par P. Claval: «La dimension du territoire soviétique et le glacis qu'assurent les pays d'Europe de l'Est, puis un temps la Chine, évitent que toute menace trop directe ne pèse sur ce pays : ses seules frontières "inamicales" sont au Sud, avec la Turquie, l'Iran, et éventuellement l'Afghanistan, et à l'extrême Nord, avec la Norvège (la Finlande ayant compris qu'elle ne pouvait vivre qu'en ne menaçant pas son trop puissant voisin). L'Amérique ne comporte pas de frontière à risque, sinon au Sud, à partir de l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir à Cuba. L'Extrême-Orient soviétique et l'Alaska

représentent des territoires tellement périphériques que l'existence d'une frontière maritime commune n'a guère d'impact sur l'équilibre global» [20].

a. La stratégie américaine; la politique de containment

Entre 1945 et 1949, la suprématie des États-Unis – comme les seuls propriétaires de l'arme atomique – est absolue, mais cette arme ne pouvait pas être utilisée contre son ex-allié au moins pour deux raisons:

- L'opinion publique américaine ne voudrait pas accepter une nouvelle guerre, même si elle connaît le danger représenté par l'URSS;
- Un conflit classique aurait été imminent même si on avait utilisé l'arme nucléaire, comme une conséquence du territoire immense de l'URSS, un territoire qui n'aurait pas permis la destruction de tout type de résistance.

Bruno Colson [21] et D. H. Yergin [22] ont expliqué les ressorts de l'attitude américaine, des ressorts qui viennent de la compréhension du phénomène socialiste soviétique. En essence, la confiance des américains dans l'individu et leurs institutions les conduisent à l'idée que le système socialiste est artificiel, contre la nature, un système avec des handicaps économiques majeurs et difficile à récupérer (quelles que soient les caractéristiques des peuples respectifs) avec un déficit démocratique, avec un niveau baissé de vie et impossible à apporter aux paramètres normaux.

En conséquence, les américains croient dans l'imminence de la succombe de l'intérieur de ce régime, et le seul élément incertain est le moment où la désagrégation se produit. Cette certitude – celle de l'imminence de la chute – doublée par une incertitude – la durée de l'expectative représente le vecteur essentiel de la stratégie américaine.

En 1947, George Kennan formule la doctrine qui porte son nom, la doctrine adoptée par la Maison-Blanche, fondée sur la confiance et l'espoir d'une implosion rapide du régime communiste : «Il ne fait pas de doute que Kennan espérait, en 1947, une implosion plus rapide du système soviétique - mais l'histoire lui a donné raison contre les critiques formulées à l'encontre d'un choix qui avantagerait dans l'immédiat une Union Soviétique, qui ne disposait pas encore de la bombe atomique, ni de vecteur pour la lâcher sur les États-Unis» [23].

George Kennan favorise *la doctrine de la vigilance active*, une doctrine qui cultive l'idée que l'intervention militaire des États-Unis contre l'URSS *n'est pas nécessaire*, mais ces actions sont nécessaires:

- La transmission d'informations correctes, objectives à travers les canaux de communication (surtout les postes radio «La voix d'Amérique» et «L'Europe libre») vers les Soviétiques, en leur expliquant le caractère faux de la propagande pratiquée par leur régime et la chute imminente de ce régime;
- L'empêchement des tentatives de l'URSS d'assurer son avantage par une expansion territoriale.

La doctrine de la vigilance active ne suppose pas une politique stratégique d'expectative, surtout dans des conditions où, depuis 1949, la Chine est atraite par le bloc communiste, et l'URSS a la bombe atomique. «Les États-Unis – écrit P. Claval – ne garderont un avantage suffisant que s'ils disposent de bases aériennes assez proches des centres vitaux de l'URSS pour les atteindre en peu de temps, et que s'ils endiguent l'extension militaire du communisme» [24]. Une série d'auteurs, parmi lesquels T. Etzold, J. Gaddis [25] et P. Claval appellent la politique choisie par les États-Unis, *la politique de containment* qui suppose *entourer* les États-Unis avec un cordon « sanitaire » d'états liés par des alliances soutenue par les États-Unis [26]. En conséquence, la politique de *la vigilance active* suppose à la fois *l'expectative et l'action*, et l'action s'accomplit

même par cette politique de *containment*. Ainsi, on constitue le NATO dans l’Atlantique de Nord (1949), et le flanc de sud de l’URSS est fermé par le Pacte de Bagdad (1955), remplacé par CENTO (1959) ; en Asie du Sud-est, la sécurité assurée par ASEAN (l’Organisation du Traité de l’Asie du Sud-est, 1954), comme on avait besoin de l’isolation de l’URSS et de la Chine.

En considérant les idées de Mackinder et Spykman, P. Claval considère que l’URSS et après 1949 l’URSS et la Chine représentent *la puissance continentale* soutenue par *Heartland*, et les États-Unis, *la puissance maritime* qui manœuvre le *Rimland*. Selon l’auteur mentionné au-dessus, la doctrine américaine oscille entre deux versions de ce schème:

«1- pour certains, il est indispensable d’assurer un *containment* aussi rigoureux que possible, c’est-à-dire de serrer au plus près le bloc soviétique en Europe, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient;

2- pour beaucoup de marins et d’aviateurs, ce qui compte surtout, ce sont les bases qui servent de relais aux liaisons maritimes et aériennes indispensables aux États-Unis : rien ne les menace directement tant que les Soviétiques se voient interdire de créer des bases trop proches de l’Amérique (à Cuba par exemple), que les parages de Panama, du Cap Horn et du Cap de Bonne Espérance sont sûrs (Suez n’est pas indispensable au déploiement des forces américaines), et que les États-Unis et leurs alliés disposent de bases bien équipées dans des îles de tous les océans du monde, et de points d’appui solides sur les continents (les bases de l’OTAN en Europe et en Turquie, Chypre, la Corée du Sud). Une base comme celle de Diego Garcia, dans l’océan Indien, suffit à assurer la liberté de mouvement entre l’Australie, l’Afrique du Sud et l’Inde» [27].

Le but des États-Unis était de construire autour eux *des alliances capables à résister à toutes les manœuvres de l’URSS*. Par cela, on justifie *l’atlantisme* – comme une idée et une stratégie de *solidarisation* de tous les États riverains de l’Atlantique de Nord. Annoncé avant la Deuxième Guerre Mondiale, l’atlantisme est né à l’occasion de la Charte de l’Atlantique, à travers de laquelle Churchill et Roosevelt définissent les conditions de leur politique de sécurité après la défaite allemande (le 14 août 1941) [28].

L’atlantisme – comme une idée de solidarité entre tous les états riverains de l’Atlantique de Nord – est basé sur:

- L’origine européenne des populations nord-américaines;
- Les valeurs de la démocratie et du libéralisme économique, des valeurs appartenant aux américains et aux européens;
- Le besoin de protéger ces valeurs – leur sécurité –, qui implique un contrôle des voies maritimes et aériens qui unissent ces états riverains.

Le 4 avril 1949, l’atlantisme devient réalité par signer (Washington) le Pacte de l’Atlantique de Nord et la constitution de l’Organisation du Traité de l’Atlantique de Nord (OTAN).

Au niveau économique, l’atlantisme est réalisé par la création de l’Organisation pour Coopération et Développement Economique (OCDE) [29].

b. La stratégie soviétique

L’ensemble de l’encerclement (le sentiment qu’ils sont menacés par les voisins trop proches des États-Unis et qu’ils n’ont pas d’accès aux mers libres, ce qui leur permettrait une domination de la planète entière) se manifeste clairement dans la conscience et l’attitude des Soviétiques, même s’ils ont une espace extrêmement étendue. Selon plusieurs auteurs, la stratégie soviétique reprend plusieurs thèmes de la politique tsariste [30]. «L’idéal socialiste – écrit P. Claval – est internationaliste. Il pousse l’URSS à

soutenir les courants de contestation au sein du monde capitaliste et les mouvements anti-impérialistes. La décolonisation n'aurait pas été aussi rapide si les puissances européennes n'avaient été confrontées à des mouvements subversifs et à des guérillas vis-à-vis desquels il est difficile de remporter des succès décisifs. L'Union Soviétique se montre toutefois prudente dans les encouragements qu'elle donne aux forces qui sapent les régimes en place. Elle ne s'engage vraiment que là où cause socialiste et intérêt stratégique de l'URSS convergent» [31].

Mais les thèmes repris de la politique tsariste ne sont pas seulement des desideratas. La politique de containment à laquelle elle et les pays de l'Est sont soumises montre la nécessité de constituer une forte flotte. L'URSS n'a pas d'accès aux mers non-gelées (sauf l'extrême nord de Carelia, à Murmansk).

Néanmoins, en partant de Carelia, le littoral de la province Ossouri (peu affecté pendant l'hiver), des bases de Kamciatka (à utilité saisonnière), de la Mer Baltique et de la Mer Noire, après 30 ans, URSS s'équipe à la deuxième flotte mondiale, en parlant de la dimension et de la force. On considère surtout la flotte sous-marine, sans négliger les constructions de surface. Depuis les années '70, l'URSS a dans la Méditerranée une escadrille comparable à celle de la 7^{ème} flotte américaine [32] flotte américaine.

Le désir de rompre l'encerclement se transpose dans la pratique par des actions concertées [33]:

- a) L'aide accordé aux régimes arabes même s'ils ne sont pas socialistes. Ces alliances réduisent l'influence NATO et du Pacte de Bagdad et conduisent aux menaces sur le flanc sud de la Turquie et sur l'Iran. Après 1956, le Canal de Suez n'est plus contrôlé par le monde occidentale : la Grande-Bretagne retire ses troupes de la zone du Canal entre 1953-1954 Nasser nationalise le canal en juillet 1956 et même si les français, les anglais et les israéliens prennent le contrôle des installations en octobre 1956, sous la pression de l'ONU, l'URSS et les États-Unis, il doivent les évacuent dès novembre 1956;
- b) La pénétration de l'URSS en Yémen, Somalie et Ethiopie, en obtenant l'accès à l'Océan Indien;
- c) Le soutien du mouvement African National Congress, en Afrique du Sud et moins des mouvements de revendication des autres zones de l'Afrique;

L'alliance avec Inde pour protéger les intérêts de l'Asie Méridionale. «Les actions sont beaucoup plus musclées en Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient. Dans un premier temps, les Soviétiques ont peut-être rêvé de voir le camp socialiste enregistrer de nouveaux progrès dans cette partie du monde : la Corée divisée depuis 1945 est tentante. Le Viêt-nam s'avance très loin vers le Sud, et peut menacer les communications américaines entre l'Extrême-Orient et l'océan Indien. A partir du moment où le différend avec la Chine s'envenime, l'Union Soviétique voit également dans le Viêt-nam un moyen de bloquer vers le Sud l'expansion d'un pays socialiste devenu dangereux»; La transformation de la zone des Caraïbes et de l'Amérique Centrale en des *cibles privilégiées* est un avantage pour l'URSS tant pour l'instabilité dans la région (une instabilité donnée par la situation économique précaire, la diversité ethnique, les inégalités sociales – toutes ont le rôle de catalyseur pour les tensions), et aussi le sentiment endémique anti-américain. De telles espaces ont un rôle stratégique parce qu'elles sont près des Etats-Unis et du Canal de Panama; il y a l'opportunité de l'URSS d'échapper de *l'infériorité stratégique*: «L'Amérique dispose avec l'OTAN d'une implantation solide en Europe et en Asie mineure. Les Soviétiques aimeraient disposer de têtes de pont similaires dans le Nouveau Monde»; L'invasion de l'Afghanistan, sous le prétexte de la destruction du Pacte de Bagdad par la révolution des mollahs (l'Imam Khomeini qui coordonnait l'opposition vers le système du shah, conduit de la France – où il est en exil – la révolution qui provoque la

chute de la monarchie, en janvier 1979 ; il revient au pays, en février 1979 et instaure le régime islamique, en s'assurant que le pouvoir est pris par la hiérarchie chiite des mollahs qu'il dominait).

En conséquence, le désir d'URSS de sortir de l'encerclement ne reste pas un desideratum. Les actions sont la preuve de la revigoration de beaucoup de thèmes de la politique tsariste.

c. L'aspect nucléaire et les autres pouvoirs

On considère la possession du facteur nucléaire par la Grande-Bretagne, la France, la Chine, l'Inde, même par d'autres États.

La prolifération des armes nucléaires est difficile à éviter, surtout dans les conditions de l'escalade de la course des armements comme effet des stratégies du découragement. La recherche scientifique dans laquelle la Grande-Bretagne est impliquée, dans le domaine de la construction de la bombe atomique depuis la guerre, lui permet de réaliser la bombe A, en 1952 et la bombe H en 1957. Les États-Unis ne pouvaient pas les empêcher, mais la Grande-Bretagne reste un allié fidèle des États-Unis. Ce pays ne profitera pas de l'armement qu'il a pour promouvoir une politique indépendante, et les bombes anglaises A et H ne changent pas la situation internationale [34].

(1). La bombe atomique française

Les Français ont été parmi les premiers savants qui ont compris la possible utilisation, dans des buts militaires, des recherches atomiques, et l'opportunité de la réalisation d'un armement nucléaire national a été discutée en détail en France. «Bien qu'ils aient été coupés des laboratoires américains de 1940 à 1944– remarque P. Claval -, ils étaient bien placés pour être rapidement au niveau nécessaire. La question qui se posait était différente : le parapluie atomique américain était-il suffisant? ou bien convenait-il de disposer d'une force de frappe autonome? Le choix est très politique. Il explique que la décision de se doter d'une arme nucléaire n'ait été prise qu'assez tard (en 1956, après la crise de Suez; explosion de la première bombe A : 1960; de la bombe H : 1968)» [35].

La situation est complexe est la réponse aux questions à l'égard du délai de la décision que la France doit avoir l'arme nucléaire peut être formulée seulement par la considération de ces aspects et événements [36]:

1. Au niveau des années '60, l'économie de la France n'est pas si forte pour permettre le soutien de la réalisation d'un arsenal militaire équivalent à ceux déjà existants aux États-Unis et en URSS; les bombes françaises ne peuvent incliner décisivement, d'une part et de l'autre, la balance du découragement nucléaire;

2. Les partisans de la force d'attaque française affirment que la signification de la bombe française est différente: «Son but est de mettre à la disposition du pays un potentiel de dissuasion assez sérieux pour faire réfléchir tout agresseur éventuel. Au cas où les Américains se désengageraient en Europe, l'armement nucléaire français ferait peut-être réfléchir les Soviétiques». La signification de la bombe française n'est soutenue par l'idée que la diplomatie française n'est pas une diplomatie offensive, que, sans menacer personne, par le levage du niveau des armements nucléaires, la France ne réduit pas les influences des deux superpuissances.

3. La décision de la France de ne pas tolérer sur le territoire français les armements atomiques qui dépendent du commandement intégré de NATO, une

décision qui élimine la menace d'une attaque soviétique massive au cas d'une confrontation Est-Ouest;

4. La France refuse la doctrine *de la riposte graduelle* proposée par McNamara qui fait des États-Unis les seuls juges de la décision d'utiliser les armes nucléaires; elle retire du commandement intégré de l'OTAN ses forces de la Méditerranée (1962), les forces de l'Atlantique (1963, et le 7 mars 1966 décide de quitter l'organisation militaire et demande l'abandon du territoire national par tous les organismes de l'OTAN, mais en restant le membre de l'Alliance.

L'équipe numériquement limitée qui élabore *la doctrine d'utilisation de la force d'attaque française* définit les buts de cette doctrine: «Le but est de faire de l'hexagone un territoire qui échappe aux menaces extérieures. On ne cesse de brocarder, après la guerre, l'inanité de la politique de Maginot, en oubliant de signaler qu'elle n'a failli que parce qu'on n'avait pas mené les fortifications jusqu'à la mer du Nord, pour épargner la susceptibilité de nos voisins belges. Ce que la bombe atomique apporte, c'est la protection dont les Français rêvent depuis Vauban» [37].

(2). *La signification de la bombe chinoise; L'arme atomique dans les autres pays*

En s'appuyant sur une série de facteurs comme : le facteur démographique (l'État avec la plus nombreuse population du monde), le facteur géographique (un territoire avec des extensions énormes, avec un relief complexe et diversifié, avec des eaux et un climat qui favorise la Chine) et le facteur économique (une économie qui continue à s'appuyer sur l'autosuffisance locale ou régionale), Mao Zedong était convaincu que son pays résistait à toute attaque atomique. Le modèle de planification appliqué au début est similaire à celui soviétique et, après les impératifs stratégiques subordonneront leurs buts économiques: «Le poids donné aux communes révèle rapidement que l'objectif de la croissance est subordonné aux impératifs stratégiques : la formule de développement choisie brise les quasi-autarcies familiales ou villageoises de beaucoup de régions de la Chine traditionnelle, mais pour les remplacer par des quasi-autarcies d'échelle à peine supérieure. Chaque commune doit être capable, en cas de conflit, de vivre sur elle-même, de se nourrir et de maintenir un certain potentiel industriel en activité» [38]. La Chine est inférieure aux États-Unis. Quelle que soit la force ou la durée de la résistance d'une population, une armée moderne réussit à contrôler les villages et les axes essentiels de communication d'un pays occupé. Cette chose est compris par les Chinois et par les États majeurs soviétiques, et la réalisation de la bombe A (1964) et de la bombe H (1967) par les Chinois apparaît comme une démonstration de force: «Elle montre à Moscou qu'une intervention coûterait cher à l'URSS elle-même dans la mesure où les fusées chinoises sont rapidement capables de toucher tous les foyers industriels de Sibérie, et peut-être ceux d'Europe» [39].

La France a représenté un modèle pour des autres États prêts à transformer leur territoire en forteresse, à investir pour avoir leur propre arme nucléaire.

C'est le cas de l'Israël et de l'Afrique du Sud qui sont dans des situations dramatiques, en comparaison avec la France. La prolifération des armes nucléaires se réfère au désir du pouvoir, et si l'Inde – le propriétaire de la bombe A de 1974 – manifeste une politique pacifiste, il ne faut pas ignorer les actions de certains états (bénéficiaires de la «bienveillance» des Soviétiques qui, pour les maintenir comme alliés, les a cédé une série de secrets dans ce domaine) qui montrent de l'agressivité dans les relations externe (l'Iraq, l'Iran, la Corée du Nord). Et la difficulté croissante «à éviter la prolifération des armements atomiques rend moins plausibles que par le passé les effets de dissuasion. C'est une des raisons pour lesquelles la vie internationale demande à être pensée selon des modèles différents» [40].

(1) *Conclusions*

Les géopolitiques traditionnelles perdent leur importance dans les conditions de la bipolarisation du monde par les deux superpuissances, une conséquence de la croissance du potentiel nucléaire qu'elles ont. La perception des peuples de différents pays sur leur espace et les relations avec les voisins diminue significativement l'importance, dans les conditions où la décision sur l'utilisation des armes nucléaires appartient à un groupe extrêmement petit de politiciens, experts militaires et techniciens.

P. Claval, en réalisant une synthèse sur l'évolution de la géostratégie militaire et de la géopolitique de cette période, constate les mutations qui se produisent rapidement dans leurs contenus, en les approchant de la réflexion universitaire. Ainsi, depuis la période de l'entre-deux guerres, la géostratégie militaire cesse de se référer seulement aux frontières et aux lignes d'approvisionnement de l'armée. Les États majeurs commencent à faire attention à l'entière extension territoriale du pays, et aussi au facteur économique qu'on a ignoré antérieurement.

Après 1945, les choses changent radicalement, les stratèges militaires deviennent des personnages très importants: «Dans la mesure où les conflits nucléaires paraissent devoir être très courts, le fait que l'industrie nationale soit capable de fonctionner sous les bombes cesse d'être pertinent. Pour comprendre l'issue des nouveaux conflits, les militaires et les techniciens n'ont besoin de dialoguer avec personne. Ils peuvent ignorer les leçons de l'histoire, le poids des milieux, et les traditions nationales» [41]. «A partir de la fin des années 1940, la géopolitique des diplomates intègre massivement ces nouvelles données : ce sont elles qui expliquent les orientations majeures des champs de force internationaux, les efforts faits pour ne pas perdre l'avantage dans la course aux armements, et le sentiment que le nucléaire interdit tout remaniement majeur de la carte des blocs. Des bouleversements profonds prennent place cependant - décolonisation, émergence de pays nouvellement industrialisés - mais la carte mondiale semble figée en l'état où l'ont laissée les signataires des accords de Yalta» [42].

Les deux superpuissances réagissent essentiellement en fonction de l'évolution des armes nucléaires, de leurs possibles effets. L'élément central de la géostratégie militaire pour chaque superpuissance est *la nécessité d'avoir des rampes de lancement près de l'adversaire*.

Selon P. Claval, cette quête des emplacements des rampes de lancement actualise l'opposition Heartland – Rimland, mais elle change son sens: «Certains des thèmes de la géopolitique traditionnelle se trouvent de ce fait valorisés : les solidarités nord-atlantiques pour les Etats-Unis, l'obsession de l'accès aux mers libres pour l'URSS. Les Soviétiques y ajoutent la subversion révolutionnaire» [43]. Mais, la géostratégie relative au facteur nucléaire appartient seulement aux deux superpuissances et aux puissances moyennes. Mais les relations internationales se réfèrent à un tissu d'États.

References

- [1]. P. Claval, *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*, Les Éditions Corint, Bucarest, 2001, pp. 120-135;
- [2]. Voir Guillaume Parmentier, *Introduction à la Stratégie*, Bruxelles, Editions Complexe, 1989; Thomas C. Schelling, *The Strategy of Conflict*, Cambridge (Mass.) Harvard University Press, 1977 ; Thomas C. Schelling, *Arms and Influence*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1966 ;
- [3]. P. Claval, *op. cit.*, p. 121 ;
- [4]. Ibidem;
- [5]. André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Economica, 1985;
- [6]. R. B. Asprey, *War in the Shadows*, New York, Doubleday, 1975;
- [7]. P. Claval, *ibidem*;

- [8]. Ibidem, pp. 121-122;
- [9]. Charles Philippe David, *Les Etudes Stratégiques: Approches et concepts*, Montréal, Méridien, 1990;
- [10]. Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion (1945-1990) Essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte/FEDN, 1990;
- [11]. P. Claval, *op. cit.*, p. 122 ;
- [12]. George Mcbundy, *Danger and Survival*, New York, Random House, 1988;
- [13]. David Pepper et Alan Jenkins, *The Geography of Peace and War*, Oxford, Blackwell, 1985;
- [14]. Derek Bloom, *Climatological Effects of a Large-scale Nuclear Exchange: A Review*, p. 126-147, in ed. Pepper David et Alan Jenkins, *The Geography of Peace and War*, Oxford, Blackwell, 1985;
- [15]. P. Claval, *op. cit.*, pp. 122-123;
- [16]. Ibidem, p. 123;
- [17]. Ibidem, p. 124;
- [18]. Ibidem, p. 123;
- [19]. Ibidem, p. 124;
- [20]. Ibidem;
- [21]. Bruno Colson, *La structure stratégique américaine*, *Stratégie*, no. 2/88, pp. 51-81, 1988;
- [22]. D. H. Yergin, *The Shattered Peace: The Origins of the Cold War and The National Security State*, Boston, Houghton, Mifflin, 1977;
- [23]. P. Claval, *op. cit.*, p. 125;
- [24]. Ibidem;
- [25]. T. Etzold et J. Gaddis, *Containment: Documents and Early American Policy and Strategy*, New York, Columbia University Press, 1978;
- [26]. P. Claval, *op. cit.*, p. 126;
- [27]. Ibid;
- [28]. Voir A. Henrikson, *The Creation of the North Atlantic Alliance*, en Ed. J. Reichert et S. Sturm, *American Defense Policy*, Baltimore, 5ème édition, pp. 296-320;
- [29]. Voir aussi C. Streit, *Union Now: Proposal for Federal Union on the Democracies of the North Atlantic*, New York, 1938; C. Herter, *Toward and Atlantic Community*, New York, 1963; W. Jr. Diebold, *Economic Aspects of the Atlantic Community*, *International Organization*, vol. 17, Summer, pp. 663-689, 1963;
- [30]. Voir Claude Delmas, *La Crise de Cuba*, Bruxelles, Editions Complexe, 1985; Claude Delmas, *La politique militaire soviétique*, Paris, PUF, 1982; S. S. Kaplan, *Diplomacy of Power: Soviet Armed Force as a Political Instrument*, Washington D.C., Brookings Institution, 1981; Maréchal Sokolowsky, *Stratégie militaire soviétique*, traduction en français, Paris, Ed. De l'Herne, 1983;
- [31]. P. Claval, *op. cit.*, p. 128;
- [32]. Ibidem;
- [33]. Voir ibidem, p. 130;
- [34]. Ibidem, p. 132;
- [35]. Ibidem;
- [36]. Ibidem, pp. 132-133;
- [37]. Ibidem, p. 133;
- [38]. Ibidem;
- [39]. Ibidem, pp. 133-134;
- [40]. Ibidem, p. 134;
- [41]. Ibidem, p. 135;
- [42]. Ibidem;
- [43]. Ibidem;